



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

âge de la retraite

Question au Gouvernement n° 3759

Texte de la question

RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Pascal Brindeau, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Pascal Brindeau. Monsieur le Premier ministre, ma question concerne l'avenir des retraites des Français.

"Pour les retraites, nous rétablirons l'âge légal à 60 ans " ; c'est ce que dit le projet du parti socialiste, consultable sur son site internet.

" Pour présider en 2012, il faudra de l'expérience, un courage à toute épreuve, la justice chevillée au corps pour rétablir la retraite à 60 ans " ; c'est ce que déclarait Martine Aubry, première secrétaire du parti socialiste, le 9 octobre 2011.

" Ceux qui n'ont pas quarante et une voire quarante-deux années de cotisations ne pourront pas partir à 60 ans.

" Voilà en revanche ce que vient de déclarer lundi François Hollande, candidat socialiste à l'élection présidentielle. Mes chers collègues, depuis deux jours, le masque des faux-semblants est tombé. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

En proposant un départ anticipé pour les salariés ayant commencé à travailler à 18 ans, François Hollande valide les réformes des retraites de 2004 et de 2010 auxquelles les socialistes se sont opposés. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

La nouvelle mesure qu'il promet n'est ni juste, puisqu'elle ne règle rien des iniquités persistantes entre les différents régimes, ni réaliste dans la mesure où il en coûterait 20 milliards d'euros de déficits supplémentaires. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Christian Bataille. Ce ne sont plus des questions ! C'est une honte !

M. le président. Monsieur Bataille, mes chers collègues, laissez M. Brindeau s'exprimer !

M. Pascal Brindeau. Comme on dit dans mon Vendômois, il faut arrêter de prendre les Français pour des berlots ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Or, sur le nucléaire, François Hollande et les socialistes prennent les Français, et accessoirement les Verts, pour des berlots. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Sur l'Europe, ils prennent les Français, et accessoirement nos partenaires européens, pour des berlots. (*Mêmes mouvements.*) Sur les retraites, le candidat socialiste prend les Français, et accessoirement ses propres amis politiques, pour des berlots. (*Mêmes mouvements.*)

Ces trois sujets méritent pourtant autre chose que l'ambiguïté, l'ambivalence et le mensonge.

Monsieur le Premier ministre, vous l'avez déjà dit dans un langage de vérité : la réforme de notre système de retraite devra être remise sur le métier. Au Nouveau Centre, nous proposons une réforme systémique fondée sur l'équité.

M. le président. Merci monsieur Brindeau, votre temps de parole est épuisé.

La parole est à Mme Nadine Morano, ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Nadine Morano, *ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle*. Monsieur le député, votre question illustre parfaitement les propos de Mme Aubry : " Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup. " En l'occurrence, il y a une meute ! (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany et M. Christian Paul. C'est honteux !

Mme Nadine Morano, *ministre*. En effet, s'agissant des retraites, jamais le parti socialiste n'a pris ses responsabilités. (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Le parti socialiste nous a annoncé qu'il allait revenir à la retraite à 60 ans mais, comme vous le savez, cette réforme est totalement infaisable car elle coûterait 87 milliards d'euros sur cinq ans ! Vous comprenez alors pourquoi François Hollande est extrêmement mal à l'aise avec cette proposition, au point qu'il vient de faire marche arrière. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Aujourd'hui, il nous annonce en effet que la réforme des retraites qu'il ferait adopter s'il était élu Président de la République s'appliquerait à ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans. Mais cette réforme équivaldrait encore à dépenser 20 milliards d'euros !

Je fais appel à votre sens des responsabilités. Si nous n'avions pas fait voter la réforme de 2010, le déficit de notre dispositif de retraite s'élèverait en 2012 à 35 milliards d'euros. Nous avons eu le courage de mener cette réforme ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Dès 1993, nous avons eu le courage de faire voter la réforme Balladur. Déjà, vous promettiez à l'époque que vous l'annuleriez lors de votre retour aux affaires ; vous n'en avez rien fait. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup. C'est d'autant plus flou que M. Valls disait le 24 août 2011 dans *Les Échos* : " Il ne faut pas laisser croire aux Français que nous reviendrons à la retraite à 60 ans. " (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Manuel Valls. Ça suffit !

Mme Nadine Morano, *ministre*. Monsieur Valls, ce sont vos propos : assumez-les ! M. Rogemont le disait tout à l'heure : la France a besoin de vérité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Pascal Brindeau](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3759

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Apprentissage et formation professionnelle

Ministère attributaire : Apprentissage et formation professionnelle

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 décembre 2011